



Corse : mesures fiscales dérogatoires pour le tabac ?

Rubrique : actualités - Date : dimanche 27 octobre 2002

ASTIA (AP) - Arrivé vendredi en Corse pour participer deux jours durant aux assises régionales des libertés locales sur l'avenir institutionnel de l'Ile-de-Beauté, le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a invité la population à faire un saut collectif et à tourner la page de la violence.

Les Corses doivent abandonner leur tradition insulaire souvent fascinée par la dramaturgie, la nostalgie et le pessimisme, a-t-il lancé, en préambule de la première table ronde (développement économique et dialogue social), à l'institut méditerranéen de formation de Borgo, près de Bastia.

Il faut faire un saut collectif vers l'avenir, afin de sortir l'île de la stagnation économique. Tout doit être mis en oeuvre pour que le développement économique et le dialogue social soient l'avenir de la Corse, et non pas la dérive vers la violence, a-t-il clamé. L'île a bien évidemment besoin de paix et de sécurité.

Aux 300 élus et représentants de la société civile qui ont assisté à ce premier échange, Nicolas Sarkozy a également rappelé les projets du gouvernement en matière de décentralisation. Le projet de loi constitutionnelle, que les sénateurs doivent examiner à partir de mardi, permettra en effet aux collectivités locales d'exercer un certain nombre de compétences et de procéder à des expérimentations.

A cet égard, le ministre a suggéré quelques pistes de réforme aux élus corses. Un groupe de travail sera ainsi lancé la semaine prochaine pour réfléchir aux difficultés liées à la sortie de la zone franche en fin d'année. Evoquant la revendication des indépendantistes sur la corsisation des emplois, il a souhaité que soient développés les concours régionaux pour le recrutement des fonctionnaires.

M. Sarkozy -dont c'est la deuxième visite en Corse depuis juillet- a également indiqué qu'il poursuivait les négociations avec Bercy pour autoriser de nouveaux régimes dérogatoires sur la fiscalité du tabac en Corse et qu'il tentait d'obtenir de la Commission européenne des mesures de protection de la pêche locale et de la filière agricole.

Le locataire de la place Beauvau s'est ensuite entretenu avec une centaine de militants de l'UMP à l'hôtel Poretta, à Bastia. Il a invité les membres insulaires de la majorité à montrer l'exemple, les encourageant à poursuivre leurs efforts pour conforter le développement de la région.

Mais pas question, pour le premier flic de France, de se laisser impressionner par les menaces nationalistes. Il a rendu visite aux gendarmes d'Aléria, victimes d'un attentat lors de la nuit bleue du 17 au 18 octobre. Questionné sur les menaces du nouveau groupe clandestin dissident FLNC-Union des combattants, il a affirmé qu'il n'avait pas l'intention de se laisser impressionner par des non-événements.

Revendiquant la quinzaine d'attentats commis sur l'île lors de la nuit bleue, ce groupe avait averti le ministre dans un communiqué qu'il ne soutiendrait pas les démarches politiciennes et les différents plans proposés jusqu'à ce jour par

l'Etat .

Interrogé dans la matinée sur France-Inter, M. Sarkozy avait déjà martelé qu'il n'était pas question d'amnistier les prisonniers corses condamnés pour des attentats ou des crimes de sang. Depuis six mois, le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin a mis en oeuvre des moyens considérables pour retrouver Yvan Colonna , a-t-il plaidé, ajoutant qu'il s'agissait pour lui d' un objectif prioritaire .

Invité de dernière minute en Corse, le ministre de la Justice Dominique Perben a pour sa part visité dans l'après-midi la maison d'arrêt de Borgo. Il devait s'entretenir dans la soirée de la question épineuse du regroupement sur l'île des prisonniers déjà condamnés, avec les magistrats de Haute-Corse. En attendant la construction d'une prison neuve à Ajaccio, le gouvernement pourrait aménager un centre de détention dans la maison d'arrêt de Borgo.

Mais ce n'est que samedi que le garde des Sceaux devait s'exprimer publiquement sur cette question, lors de la dernière table ronde sur les évolutions institutionnelles de l'île , prévue à la salle des Congrès d'Ajaccio (Corse-du-Sud). AP

med/cre/sch/pyr